

RCS : PARIS  
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 12522  
Numéro SIREN : 751 843 343  
Nom ou dénomination : A BLACK STORM PROD

Ce dépôt a été enregistré le 20/04/2021 sous le numéro de dépôt 51108

# Liste des sièges sociaux antérieurs

**Dénomination sociale : A BLACK STORM PROD**

**SASU au capital de 1000€**

**Siège social : 15B, Rue Emile Duclaux 92150 Suresnes**

**751843343 RCS Nanterre**

**Nouveau siège Social : 34, Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris.**

**Numéro R.C.S et lieu : 751843343 RCS Paris**

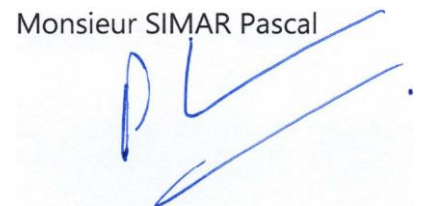
**Adresses des sièges sociaux antérieurs : • 15B, Rue Emile Duclaux 92150 Suresnes**

**Fait à : Paris**

**Le : 18/03/2021**

**Signature**

Monsieur SIMAR Pascal



A BLACK STORM PROD

SASU au capital de 1000€

Siège social : 15B, Rue Emile Duclaux 92150 Suresnes

751 843 343 RCS Nanterre

## **DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 18 MARS 2021**

L'an deux mille vingt et un,  
Le 18 mars 2021,

Monsieur SIMAR Pascal, Associé Unique et Président a décidé du :

- Transfert de siège social,
- Pouvoirs pour formalités.

### **PREMIÈRE DECISION**

L'Associé Unique décide de transférer le siège social au 34, Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris, à compter de ce jour.

### **DEUXIÈME RESOLUTION**

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 4 des statuts :

#### **Article 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : 34, Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris.

Le reste de l'article demeure inchangé.

### **TROISIÈME RESOLUTION**

L'Associé Unique donne tout pouvoir au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Monsieur SIMAR Pascal



# STATUTS

## A Black Storm Prod

SASU au capital variable de 1000 Euros

34, AVENUE DES CHAMPS-ELYSEES 75008 PARIS

751 843 343 RCS PARIS

MIS A JOUR AU 18 MARS 2021

Certifiés conformes par le Président,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'P' followed by a long horizontal stroke.

**LE(S) SOUSSIGNE(S) :**

- **Monsieur SIMAR Pascal** né(e) le 08/03/1962 à Ferrières, de nationalité Belge, célibataire, demeurant  
15b, Rue Emile Duclaux 92150 Suresnes  
Actionnaire fondateur d'une société par actions simplifiée.

## **STATUTS**

### **ARTICLE 1**

Il est formé par les présentes une société par actions simplifiée unipersonnelle à capital variable.

Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L 227-1 à L 227-19 du code de commerce.

Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.

### **ARTICLE 2 : Dénomination**

La société prend la dénomination de : **A Black Storm Prod**

Tout actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiées » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant et du type de son capital social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

### **ARTICLE 3 : Durée**

La durée de la société est fixée à **99** années, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et les présents statuts.

### **ARTICLE 4 : Siège social**

Le siège social de la société est fixé à :

**34, Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris**

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français, par simple décision du Président, ratifiée par les actionnaires.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger s'il le juge utile.

85

## **ARTICLE 5 : Exercice social**

Il commence le **1 janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année.

Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le **31 décembre 2012**.

Les opérations prévues à l'article 24 seront rattachées au premier exercice social.

## **ARTICLE 6 : Objet social**

**Dispositions générales relatives à l'objet social :** Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'une GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participation dans toutes autres sociétés ou entreprises, française ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

Production, réalisation, distribution, exploitation, importation et l'exportation d'œuvres audiovisuelles, films court et long métrages, d'œuvres audiovisuelles, numériques. Exploitation réseaux câblés télévisuels. Développement production commercialisation, produits électroniques et audiovisuels. Conseil et réalisation études, prestations de services, travaux multimédias. Gestion de droits d'auteurs. Activités connexes.

## **ARTICLE 7 : Apports**

**Les apports constitutifs du capital social ont été réalisés de la façon suivante :**

- Monsieur SIMAR Pascal souscrit la somme de : 1000 Euros  
et libère la somme de 1000 euros soit 100% de la souscription.

-----  
TOTAL DES APPORTS SOUSCRITS : 1000 Euros  
TOTAL DES APPORTS LIBERES : 1000 Euros

Montant minimum au dessous duquel le capital social ne peut être réduit par les reprises des apports autorisées par l'article. 48 de la loi du 24/07/1867 : 1000 euros.

Le capital social libéré est déposé à la banque.

## **ARTICLE 8 : Capital social**

Le capital social variable s'élève à la somme de mille euros (1000). Il est divisé en mille (1000) actions

De un euro. Celui-ci est susceptible d'augmentation, par des versements successifs des actionnaires ou l'admission de nouveaux actionnaires, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués sous réserve des minima définis et légaux. Les actions sont libérées selon les termes de l'article 51 de loi du 24/07/1867 et en l'occurrence à hauteur de 100 % à la constitution et selon les montants par actionnaires définis à l'article 7 ci-dessus.

Elles sont attribuées de la façon suivante :

|                         |                |
|-------------------------|----------------|
| - Monsieur SIMAR Pascal | 1000 Action(s) |
|-------------------------|----------------|

---

**TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 1000 Action(s)**

Ne sont pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication, les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social dans les limites minimum de 1000 et maximum de 10000 euros, opérées dans les termes de l'article 48 de la loi du 24/07/1867 ou les retraits d'actionnaires autres que les présidents ou administrateurs qui auraient lieu conformément à l'article 52 de la même loi. L'actionnaire qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu, pendant 5 ans envers les actionnaires et les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

## **ARTICLE 9 : Modification du capital**

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

## **ARTICLE 10 : Forme des actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

## **ARTICLE 11 : Cessions des actions**

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

89

## **ARTICLE 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres agréments**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au registre du commerce et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

### **ARTICLE 13 : Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

## **ARTICLE 14 : Autres organes dirigeants**

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaire détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

## **ARTICLE 15 : Conventions entre la société et les dirigeants**

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant

## **ARTICLE 16 : Décisions des actionnaires**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Admission aux Assemblées : Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

**ARTICLE 16-1 : assemblée ordinaire**

|                                                             |                                                                       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Mode de convocation                                         | Lettre RAR                                                            |
| Périodicité de communication                                | Annuelle                                                              |
| Délai de convocation                                        | 8 jours                                                               |
| Lieu de réunion                                             | Siège social                                                          |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour | Président                                                             |
| Mode de consultation                                        | Consultation écrite par courrier Procès-verbal & Registre Obligatoire |
| Etablissement d'une feuille de présence                     | Oui                                                                   |
| Présidence de l'assemblée                                   | Président                                                             |
| Règle du quorum                                             | Unanimité                                                             |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés.           |                                                                       |
| Main-levée Représentation Uniquement entre actionnaires     |                                                                       |
| Vote par procuration                                        | Envoi d'un formulaire                                                 |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

**ARTICLE 16-2 : assemblée extraordinaire**

|                                                             |                                                                       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Mode de convocation                                         | Lettre RAR                                                            |
| Périodicité de communication                                | Selon besoin                                                          |
| Délai de convocation                                        | 8 jours                                                               |
| Lieu de réunion                                             | Siège social                                                          |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour | Président                                                             |
| Mode de consultation                                        | Consultation écrite par courrier Procès-verbal & Registre Obligatoire |
| Etablissement d'une feuille de présence                     | Oui                                                                   |
| Présidence de l'assemblée                                   | Président                                                             |
| Règle du quorum                                             | Majorité des 2/3                                                      |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés.           | Main-levée                                                            |
| Représentation Uniquement entre actionnaires                | Vote par procuration Envoi d'un formulaire                            |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

**ARTICLE 17 : Consultation et informations facultatives des actionnaires****ARTICLE 17-1 : assemblée ordinaire**

|                                                             |                                                                       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Mode de convocation                                         | Lettre RAR                                                            |
| Périodicité de communication                                | Selon besoin                                                          |
| Délai de convocation                                        | 8 jours                                                               |
| Lieu de réunion                                             | Siège social                                                          |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour | Président                                                             |
| Mode de consultation                                        | Consultation écrite par courrier Procès-verbal & Registre Obligatoire |
| Etablissement d'une feuille de présence                     | Oui                                                                   |
| Présidence de l'assemblée                                   | Président                                                             |

ns

|                                                       |                               |
|-------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Règle du quorum.....                                  | Unanimité                     |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés..... | Main-levée                    |
| Représentation.....                                   | Uniquement entre actionnaires |
| Vote par procuration.....                             | Envoi d'un formulaire         |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

## **ARTICLE 18 : Exercice social**

Sans objet.

## **ARTICLE 19 : Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

## **ARTICLE 20 : Contrôle des comptes**

### **Commissaire aux comptes**

1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.

2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

#### **ARTICLE 21 : Comité d'entreprise**

Le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

#### **ARTICLE 22 : Dissolution et liquidation**

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

#### **ARTICLE 23 : Contestation**

Tous différents susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.